

2018-UNAT-882, Rehman

Décisions du TANU ou du TCNU

L'appelant a demandé une ordonnance de réintégration, une augmentation de la rémunération attribuée et une augmentation du montant accordé par UNT pour dommages-intérêts moraux. L'appelant a également contesté l'échec de l'échec de l'UNT à faire référence pour la responsabilité au Secrétaire général en vertu de l'article 10, paragraphe 8, de la loi UNDT. Unat a décidé que l'article 10 (5) a) de la loi UNDT, qui correspond à l'article 9 (1) (a) de la loi Unat un cas non renouvelable. UNAT, par conséquent, a jugé que la réclamation de l'appelant pour une ordonnance de réintégration devait être rejetée. UNAT a jugé que le témoignage d'un membre du personnel ne suffit pas à lui seul pour présenter des preuves à l'appui de préjudice en vertu de l'article 10, paragraphe 5, b) de la loi UNDT. Par conséquent, le témoignage d'un demandeur dans de telles circonstances nécessite la corroboration de preuves indépendantes pour étayer l'affirmation selon laquelle un préjudice s'est produit. L'UNAT a donc rejeté ces réclamations, mais a autorisé l'attribution de l'UNT de dommages-intérêts moraux à se tenir debout car il n'a pas été en appel par le secrétaire général. L'UNAT a en outre jugé que la référence à la responsabilité n'est pas appropriée dans ce cas, car Cohen a jugé que l'exercice du pouvoir de référence pour la responsabilité doit être exercé avec parcimonie et que lorsque la violation ou la conduite en question présente de graves défauts. UNAT a constaté que l'appelant n'avait établi aucune erreur de droit, de fait ou de procédure qui permettrait à UNAT d'interférer avec le jugement de UNDT. Unat a jugé que l'appel devait échouer.

Décision Contestée ou Jugement Attaqué

La requérante a contesté la non-renouvellement de son contrat et le montant des dommages-intérêts accordés par UNDT. UNDT a constaté que la nouvelle raison de la non-renouvellement du contrat du demandeur, qui a été fournie ex post-facto, n'était étayée par aucune preuve. UNDT a donc conclu que le non-renouvellement du demandeur était illégal. Undt a ordonné la récidive de la décision de ne pas renouveler la nomination à durée déterminée du demandeur au-delà du 31

décembre 2015 et, dans la compensation, une rémunération du montant du salaire de base net d'un an. UNT a également accordé des dommages-intérêts moraux au demandeur.

Principe(s) Juridique(s)

Le pouvoir de référence pour la responsabilité doit être exercé avec parcimonie et uniquement lorsque la violation ou la conduite en question présente de graves défauts. Les statuts UNDT et UNAT ne confèrent pas le pouvoir d'appliquer la réintégration d'un membre du personnel dans un cas non renouvelable. Le témoignage d'un membre du personnel à lui seul n'est pas suffisant pour présenter des preuves à l'appui de préjudice en vertu de l'article 10, paragraphe 5, b) du statut de l'UNDT.

Résultat

Appel rejeté sur le fond

Applicants/Appellants

Rehman

Entité

FNUE

Numéros d'Affaires

2018-1175

Tribunal

TANU

Lieu du Greffe

New york

Date of Judgement

10 Fév 2020

Language of Judgment

Anglais

Type de Décision

Jugement

Catégories/Sous-catégories

Compensation

Dommages non pécuniaires (moraux)

Non-renouvellement

Motif(s)

Droit Applicable

TANU Statut du Tribunal

- Article 9.1(a)

TCNU Statut

- Article 10.5(a)
- Article 10.5(b)

Jugements Connexes

UNDT/2018/031